

Tout principe est un jugement, tout jugement est l'effet de l'expérience, et l'expérience ne s'acquiert que par l'exercice des sens.

Sade

I NNOV. DOC

La Lettre d'Information du Laboratoire Redéploiement Industriel et Innovation
Université du Littoral Côte d'Opale, Dunkerque

n°8 - Mai 1999

EDITORIAL

"35 heures"

Le fonctionnement du système d'emploi français se veut différent et particulier. Tandis que partout ailleurs le temps de travail tend à s'allonger, en France la "loi sur les 35 heures" réduit le temps de travail, mécontentant le patronat et le personnel d'encadrement supérieur. Mais les "35 heures" sont-elles incompatibles avec les tendances lourdes observées au niveau international ?

Si la réduction du temps de travail s'accompagne de son annualisation et d'une baisse des rémunérations et si les négociations internes aux entreprises prennent le pas sur les négociations collectives, le temps de travail, même réduit, sera aménagé selon les besoins des entreprises dans le double mouvement de flexibilité et de l'adaptation du système national d'emploi aux impératifs de l'accumulation transfrontalières des capitaux.

SOMMAIRE

Au Carrefour des Rencontres

- Séminaires Économie et Innovation
- La "Toile" de RII, la recherche en réseaux

2

La Recherche en Marche

- Publications & communications
- Activités éditoriales

3

Centre Recherches Universitaires et Études Économiques

4

DESS "Entrepreneuriat et redéploiement industriel"

5

Le Point sur...

- Sophie Boutillier – "La myopie de l'entrepreneur"

6-7

Les Rendez-Vous de RII

8

Directeur de la publication : Dimitri Uzunidis ♦ Rédacteurs : Renaud Bellais et Jérôme Ziel

Le Laboratoire "Redéploiement Industriel et Innovation" est animé par Dimitri Uzunidis et Sophie Boutillier. Il bénéficie des services scientifiques de la Maison de la Recherche en Sciences de l'Homme, de l'Université du Littoral.

Prix : 20 francs ♦ Abonnement annuel : 50 francs (France) ou 80 francs (étranger)

ISSN 1285-0837 ♦ Publication paraissant en janvier, mai et septembre

Université du Littoral-Côte d'Opale – Maison de la Recherche – 21, quai de la Citadelle – 59240 DUNKERQUE
téléphone : 03.28.23.71.34, 03.28.23.71.35 ou 03.28.23.71.47 – fax : 03.28.23.71.10 – email : labrii@univ-littoral.fr

Au Carrefour des Rencontres

La "Toile" de RII, la recherche en réseaux

- o Colloque "Les mutations du travail en Europe", Université du Littoral Côte d'Opale (ULCO), Dunkerque et Boulogne-sur-mer, 18-19 mars 1999

Pendant deux jours, l'ULCO a réuni une cinquantaine d'universitaires, de chefs d'entreprise, de syndicalistes afin de faire le point sur l'état du travail en Europe, de l'Atlantique à l'Oural, et de la Méditerranée à la mer de Barents. En dépit de la diversité des opinions qui se sont exprimées, une sorte de consensus se dégage des débats : le monde du travail en Europe est en proie à des transformations radicales, tant technologiques (intellectualisation du travail et technologies de l'information), organisationnelles (temps de travail, travail à temps partiel, restructuration des entreprises, tertiarisation, petites entreprises, travail à domicile), sociales et économiques (chômage et flexibilité). Conclusion : la fin du travail n'est pas pour demain !

- o Colloque international "Mondialisation, Institutions, Citoyenneté", Parlement Européen, Bruxelles, 29-30 avril 1999.

Ce colloque, organisé par la Fondation Jaquemotte (Bruxelles), l'Observatoire de la Mondialisation (Paris), le GRESEA (Bruxelles) et le Lab.RII – Innovations (Paris, Dunkerque) au Parlement Européen, à Bruxelles, les 29-30 avril 1999, a démythifié en quelque sorte la "mondialisation".

La mondialisation n'est pas un phénomène nouveau. Depuis l'essor du capitalisme industriel, toutes les pratiques économiques (production, finance, commerce) liées à l'ouverture et à la conquête des marchés ont tendance à s'élargir géographiquement et socialement. Ce qui est nouveau, est que la mondialisation actuelle s'organise : les organismes internationaux, les Traités régionaux et internationaux, le droit et la puissance militaires américains créent cet espace géoéconomique d'investissement et de réalisation transnationale des profits.

Plus d'une vingtaine d'universitaires et de chercheurs ont discuté aussi bien des enjeux économiques et politiques, culturels et sociaux actuels de l'expansion planétaire des formes d'accumulation que des possibilités pour la mise en place d'un nouveau mode de régulation des rapports économiques où l'économique servira au citoyen dans l'exercice de son droit de cité.

Séminaires Économie et Innovation

- o Crise, entrepreneur et croissance : en Asie, aussi (8 février 1999)

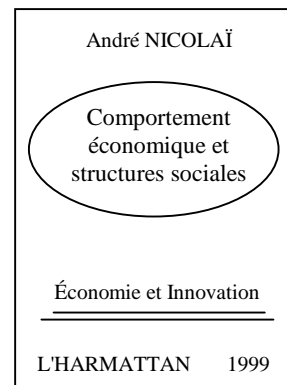
A qui profite la crise ? Paradoxalement, à l'entrepreneur dont les louanges sont chantées par les théoriciens libéraux. Héros des temps modernes, l'entrepreneur sauvera l'économie mondiale de la crise, à condition de lui offrir les conditions de son épanouissement, remarque **Jérôme Ziel**. L'État doit libéraliser, afin de favoriser la création d'entreprise tout en offrant des opportunités d'investissements (privatisation, déréglementation, etc.).

Initiée aux États-Unis, cette tendance s'étend à l'ensemble du monde – notamment à l'Asie en crise, en quête d'une nouvelle stratégie économique. Mais il est paradoxal de mettre en avant l'esprit d'entreprise, dans des économies jusque là habituées à l'ordre, la discipline et... la planification !

- o Développement économique local et prospective à Dunkerque (30 mars 1999)

La région de Dunkerque est-elle sur la voie d'une nouvelle dynamique industrielle ? Difficile d'abonder en ce sens, estime **Olivier Coppin**. Si la reconversion du tissu productif s'est traduite par une requalification des espaces de production, force est cependant de constater que les dispositifs mis en place ne sont pas parvenus à redéployer en profondeur l'ensemble des actifs industrialo-portuaires.

L'absence d'un projet global de développement y est pour beaucoup. Or, les ressources existent (infrastructures, ressources énergétiques, etc.), de même que les moyens de les valoriser. Toute la difficulté consiste en fait à les coordonner dans le cadre d'une politique de développement local intégré, susceptible d'actionner des effets d'entraînement sur l'ensemble de l'économie locale – CQFD.



La Recherche en Marche

Publications & Communications

janvier-mai 1999

- * BELLAIS R., Industrie d'armement et processus d'industrialisation dans les pays en développement, *Conversion, Bulletin international sur la conversion des industries d'armement*, n°4, décembre 1998.
- * BELLAIS R., *La révolution biotechnologique, Quand le débat éthique masque les enjeux économiques et industriels*, Document de travail n°21, Lab.RII/ULCO, janvier 1999.
- * BELLAIS R., *L'armement, dernier rempart contre la mondialisation ?*, Colloque "Mondialisation, Institutions, Citoyenneté", Parlement Européen, Bruxelles, 29-30 avril 1999.
- * BOUTILLIER S., *Économie et écologie, Quelques points de repère*, Document de travail n°23, Lab.RII/ULCO, février 1999.
- * BOUTILLIER S., *Crise des relations sociales et développement du travail informel en Europe*, Colloque "Les Mutations du travail en Europe", Université du Littoral Côte d'Opale, Dunkerque et Boulogne, 18-19 mars 1999.
- * BOUTILLIER S., *La mondialisation vue par les économistes depuis le XVIIIème siècle*, Colloque "Mondialisation, Institutions, Citoyenneté", Parlement Européen, Bruxelles, 29-30 avril 1999.
- * BOUTILLIER S., UZUNIDIS D., *Enseigner la fonction de l'entrepreneur, A propos du DESS "Entrepreneuriat et Redéploiement Industriel"*, Document de travail n°22, Lab.RII/ULCO, février 1999.
- * BOUTILLIER S., UZUNIDIS D., *La légende de l'entrepreneur*, coll. "Alternatives économiques", Syros, Paris, février 1999.
- * LAPERCHE B., LOUBERT E., *Évolution des besoins en qualifications et en compétences dans les emplois du Dunkerquois*, MEDEF Littoral Nord/Lab.RII, ULCO, Dunkerque, février 1999.
- * LAPERCHE B., *Gouvernement des entreprises et mondialisation*, Colloque "Mondialisation, Institutions, Citoyenneté", Parlement Européen, Bruxelles, 29-30 avril 1999.
- * LAPERCHE B., *Information scientifique et technique et travail, A propos des stratégies d'innovation et de production globales des firmes*, IIIème Congrès International de Génie Industriel, Montréal, 26-28 mai 1999.
- * UZUNIDIS D., *États puissants, firmes multinationales et pays en développement*, VIIème Congrès d'Économistes de l'Amérique Latine et de la Caraïbe, La Havane, 18-22 janvier 1999.
- * UZUNIDIS D., *L'entreprise mondiale et l'État national, Le libéralisme en cause*, Colloque "Mondialisation, Institutions, Citoyenneté", Parlement Européen, Bruxelles, 29-30 avril 1999.
- * ZIEL J., *Crise et mutation de l'économie coréenne : la mondialisation en cause*, *Avancées*, Bruxelles, février 1999.
- * ZIEL J., *Reconversion industrielle et entrepreneuriale : les nécessaires politiques économiques structurelles d'accompagnement, Le cas dunkerquois*, Colloque "Les Mutations du travail en Europe", Université du Littoral Côte d'Opale, Dunkerque et Boulogne, 18-19 mars 1999.

Activités éditoriales

- ✓ André NICOLAÏ, *Comportement économique et structures sociales*, coll. "Économie et Innovation", Série Krisis, L'Harmattan, 1999, 368 pages.

André Nicolaï réalise ici l'impossible : il passe outre les champs disciplinaires et fait une économie à part entière. Les faits économiques ne sont pas indépendants du contexte social, politique, de la psychologie, de l'histoire, de l'anthropologie. L'économique n'a de sens que parce que la lutte contre la rareté passe forcément par une lutte entre les hommes.

Un projet humain très fort se dessine dans cet ouvrage, celui qui consiste à comprendre le fonctionnement des sociétés humaines dans le temps et dans l'espace. Mais, il y a aussi une curiosité insatiable et une culture immense. Au delà de la diversité humaine et sociale, A. Nicolaï cherche à élaborer une méthode d'analyse basée sur les principes de la systémique (les structures déterminent les comportements sociaux), et il marie savamment la dialectique de Karl Marx avec la psychanalyse de Sigmund Freud.

Cet ouvrage, publié pour la première fois en 1960, n'a rien perdu de son actualité. Il intéressera au plus haut point tous ceux qui, curieux de l'homme, cherchent à le comprendre et à expliquer la transformation des sociétés.

- ✓ Jean-Pierre MICHIELS et Dimitri UZUNIDIS (coordination), *Mondialisation et citoyenneté*, coll. "Économie et Innovation", L'Harmattan, 1999, 240 pages.

La mondialisation n'est autre que l'expansion planétaire de l'économie capitaliste et de ses règles de fonctionnement. L'entreprise s'affiche comme entité globale ; la finance gangrène la production de richesses ; les conditions de travail et de vie quotidienne sont calquées sur les fluctuations brutales des indices boursiers ; l'environnement se dégrade inexorablement. Le démantèlement de l'État-providence et les assauts contre le pouvoir populaire, la défaillance du citoyen, facilitent le libre mouvement du capital.

L'État devient l'outil de formation d'un espace géo-économique mondial pour la réalisation inconditionnelle de profits.

Mais tous les États ne se valent pas. Le libéralisme américain donne le "la" à l'organisation mondiale de l'activité économique. Les institutions internationales, sous l'emprise de la première puissance du monde, tentent de réglementer la conquête de l'Ouest, de l'Est, du Nord et du Sud. Observant que la mondialisation est source de ségrégation sociale, d'incertitude économique et de conflits militaires effectifs ou latents, les auteurs (universitaires, politiques, syndicalistes) s'intéressent aux effets sociaux du néo-impérialisme et discutent des formes de résistance et des alternatives politiques pour une mondialisation citoyenne.

- ✓ Najat EL MEKKAOUI DE FREITAS, *Fonds de pension et marchés financiers*, coll. "Économie et Innovation", L'Harmattan, 1999, 254 pages.

Ces dernières années ont été marquées par le développement spectaculaire des fonds de pension. Ces institutions atypiques sont en effet devenues des

opérateurs financiers majeurs sur les marchés de capitaux. Leur dynamisme et l'ampleur de leurs ressources financières jouent un rôle essentiel dans le développement et l'animation des marchés financiers. Ces fonds de pension sont, par ailleurs, souvent accusés d'être à l'origine des volatilités excessives enregistrées sur les marchés internationaux de capitaux. Leur comportement est-il alors stabilisateur ou au contraire déstabilisateur ? Comment ont-ils évolué au cours de ces dernières années ? Comment fonctionnent-ils ? Quelles sont leurs incidences sur la sphère financière ?

Les fonds de pension dans les pays industriels sont traités dans cet ouvrage à la fois sur le plan de leur histoire, de leur économie et de leurs comportements sur les marchés financiers. À la lumière des enseignements historiques, théoriques et empiriques, cet ouvrage apporte un éclairage sur les enjeux de la période actuelle et offre une analyse approfondie des comportements de placements des fonds de pension de leurs incidences sur les marchés financiers.

Centre "Recherches Universitaires et Études Économiques"

La RUEE vers les affaires

o *DESS Entrepreneuriat et Redéploiement Industriel – Innoval*

"Do it yourself and... together". Conscients du fait que l'entrepreneuriat est une aventure collective, les étudiants du DESS viennent de créer INNOVAL. Une association d'entraide et d'initiatives dont les objectifs sont : faciliter l'insertion professionnelle des diplômés du DESS, promouvoir le DESS en fonction des impératifs socio-économiques régionaux, organiser des manifestations culturelles sur le thème de la création d'entreprise.

La Maison du développement économique de Dunkerque, la Chambre de Commerce et d'Industrie de Dunkerque et la Raffinerie BP-Total ont contribué à la création de l'association. Toute notre gratitude...

Olivier Lemaire, INNOVAL, MDE, 66, rue des Chantiers de France 59140 Dunkerque, tél : 03.28.22.64.00

o *Innovation et protection de la propriété intellectuelle*

responsable : Dimitri Uzunidis

Membre du MITI (Management Interdisciplinaire du Transfert et de l'Innovation), association de laboratoires de recherche, d'entreprises et d'institutions publiques du Nord-Pas de Calais, RUEE participe au programme "Brevets, marques, dessins et modèles, des enjeux concurrentiels à maîtriser" de l'INPI. Il

assurera notamment la formation de jeunes chefs d'entreprise et de créateurs potentiels dans le cadre du programme "Les enjeux de la propriété intellectuelle dans la création d'entreprise et d'activité de haute technologie appuyée par la recherche".

o *Aménagement et réduction du temps de travail (ARTT) dans les entreprises industrielles dunoises travaillant en continu*

responsable : Sophie Boutillier

La loi Robien, puis la loi des 35 heures ont enrichi la législation sociale. Il importe d'en étudier les impacts sur les entreprises. L'originalité de la présente enquête est d'avoir sélectionné un très petit nombre d'entreprises sur la base d'un critère précis : le travail en continu. Le travail en continu n'est pas nouveau. Il a apporté aux entreprises très intensives en capital le moyen de tirer le maximum d'équipements productifs onéreux. L'expérience acquise dans ce domaine est-elle susceptible d'être étendue à d'autres salariés ?

Travaillant déjà moins de 35 heures par semaine, ces salariés sont-ils concernés par la réduction du temps de travail ? Telles sont les grandes questions clés de cette étude. Pour tenter d'y répondre, nous interrogeons à la fois des dirigeants d'entreprise, des responsables syndicaux, des salariés (ouvriers et cadres), mais aussi l'inspection du travail afin de prendre en compte l'ensemble des parties.

Enseigner l'entrepreneur

DESS "Entrepreneuriat et redéploiement industriel"

L'orientation du DESS "Entrepreneuriat et Redéploiement Industriel" est nouvelle par rapport aux diplômés de même nature préparés aussi bien au niveau national qu'au niveau régional (Nord Pas-de-Calais, Picardie).

L'objectif de cette formation est d'enseigner comment une contrainte de crise peut se transformer en opportunité, à condition bien sûr que l'action entrepreneuriale s'intègre parfaitement dans un projet local (ou national) de transformation et de croissance économique.

Il s'agit d'un DESS d'Économie Industrielle et d'Économie de l'Entreprise, intégrant aussi des méthodologies et des cours relevant de la Gestion, du Droit des affaires, de la Sociologie et de l'Économie spatiale. Il propose plusieurs axes d'enseignement et de formation sur le terrain (stages, simulations) :

- coopérations industrielles, entrepreneuriat et développement local ;
- processus de création, de transmission et gestion de petites et moyennes entreprises industrielles et de services ;
- exploitation industrielle et diffusion des innovations technologiques et organisationnelles (nouvelles entreprises *high-tech*) ;
- réseaux de communication et réseaux socio-économiques ;
- aides réglementaires, financières et fiscales à la création d'entreprises ;
- entrepreneuriat, institutions locales et petite entreprise.

L'important partenariat local, national et étranger (Suisse, Italie, Angleterre, Belgique et Canada) appuie

l'insertion des diplômés du DESS dans la vie active. Il permet avant tout de retenir des cadres et créateurs d'entreprises au niveau local et de renforcer ainsi le potentiel managérial et entrepreneurial de régions en profonde mutation économique :

- création de zones d'activités, de parcs scientifiques, de zones culturelles et ludiques ;
- valorisation du patrimoine économique et social ;
- modernisation des infrastructures et des services économiques, urbains et sociaux.

L'initiative individuelle jaillit des relations commerciales, financières et technologiques. Elle s'appuie sur un environnement entrepreneurial riche en ressources de production et en constante évolution.

La formation s'adresse aux futurs créateurs d'entreprises auxquels sont enseignées les différentes procédures juridiques et économiques liées à la création d'entreprise et les méthodes de gestion et d'évaluation stratégique du fonctionnement de la jeune entreprise. Ce DESS forme aussi des cadres chargés du développement et de la gestion des zones d'activités et de l'évaluation des projets de création d'entreprise. Les débouchés sont alors nombreux :

- créateurs d'entreprise ;
- gérants d'entreprise ;
- managers de l'essaimage et de l'intrapreneuriat dans les grandes entreprises ;
- analystes financiers des projets de création d'entreprise ;
- cadres territoriaux chargés du développement économique local ;
- cadres en gestion et en économie de zones d'entreprise.

"Donner corps à l'esprit d'entreprise"

UNIVERSITÉ DU LITTORAL CÔTE D'OPALE / UNIVERSITÉ DE PICARDIE JULES VERNE
A DUNKERQUE ET AMIENS

DESS
Entrepreneuriat
et
Redéploiement industriel

soutenu par 20 grandes entreprises, 15 institutions et 10 associations professionnelles

Candidature à déposer avant le 18 juin 1999.

Renseignements : Sophie Boutillier, Blandine Laperche (Lab.RII)
MRSB, 21, quai de la citadelle 59140 Dunkerque
tel : 03.28.23.71.34 ou 47 – email : labrii@univ-littoral.fr

Le Point sur...

La myopie de l'entrepreneur

Sophie BOUTILLIER

Claude-Henri de Rouvroy, plus connu sous le nom de Saint-Simon (1760-1825), prétendait que les États ne devaient pas être confiés aux hommes politiques, mais à un conseil composé d'industriels, d'entrepreneurs et de scientifiques. Eux seuls connaissent "les lois cachées" du capitalisme ; formule que l'on doit non à Saint-Simon mais à un économiste libéral américain, G. Gilder (*L'esprit d'entreprise*, Fayard, 1985) qui éleva, un siècle et demi plus tard, l'entrepreneur au rang d'une divinité économique.

Les grands patrons du XIX^{ème} siècle, à l'image d'E. Schneider ou d'E. Michelin, affirmaient que la société toute entière devait être gouvernée et gérée à l'image de leur entreprise, c'est-à-dire de façon autoritaire, mais également en sachant récompenser les bonnes volontés pour le plus grand profit de la collectivité – de l'entreprise (S. Boutillier, D. Uzunidis, *La légende de l'entrepreneur, le capital social, comment vient l'esprit d'entreprise*, coll. "Alternatives économiques", Syros, 1999). Les grands patrons de cette fin de XX^{ème} siècle, qu'ils soient entrepreneur-héritier d'une longue dynastie (F. Michelin avec I. Levaï, Y. Messarovich, *Et pourquoi pas ?*, Grasset, 1998) ou entrepreneur-salarié d'un grand groupe industriel pour le compte de la famille-actionnaire (J. Calvet, *La grande faillite, comment l'éviter*, Plon, 1998), partagent le même point de vue : la société contemporaine doit être gérée comme leur entreprise, comme "la Maison" pour reprendre la formule de F. Michelin.

Très représentatifs des grands patrons français, qui ont acquis leur pouvoir de la famille et de l'État (pour les deux tiers), le tiers restant seulement est monté aux plus hautes responsabilités de l'entreprise en y faisant carrière (Boutillier, Uzunidis, 1999), F. Michelin et J. Calvet connaissent la recette pour relancer l'activité économique. Il ne reste qu'à mettre en pratique leurs idées... lesquelles sont, somme toute, assez proches.

Tous deux ont dans leur ligne de mire, l'État qui ne semble avoir qu'un objectif en tête : pomper les ressources de l'entreprise. L'un comme l'autre condamnent la politique forcément irresponsable des différents gouvernements, source de gaspillages financiers et humains. L'État fonctionne selon une logique qui lui est propre, indépendamment de l'économie et de la société dont il est issu. Le secteur public est très lourd et emploie une main-d'œuvre pléthorique (Calvet, 1998, p.110 : 5,2 millions de

salariés) et n'a d'autre fin que son propre développement. Les fonctionnaires sont jaloux de leurs pouvoirs (*id.*, p.135). Chaque ministère, selon la logique du marché politique chère à J.M. Buchanan et G. Tullock, cherche à augmenter son budget d'une année sur l'autre, signe qu'il existe et que son influence grandit.

La relance de l'activité économique réside pour F. Michelin et J. Calvet, dans la réduction des dépenses publiques, passant notamment par la privatisation des grandes entreprises publiques (en premier lieu EDF-GDF et la SNCF) et la baisse de la pression fiscale – essentiellement directe – pour relancer la consommation, dont ils découvrent qu'elle est le moteur de la prospérité ! "On sait, écrit F. Michelin (1998) avec conviction, que le vrai moteur de la croissance serait une baisse massive des dépenses publiques, donc de la fiscalité. C'est le seul moyen de rendre le pouvoir d'achat aux clients, de leur donner le potentiel et l'envie d'acheter, d'épargner et de prendre des risques" (p.135).

Le capitalisme, renchérit F. Michelin "repose sur l'évaluation des compétences aux actes" (*id.*, p.77), le chef d'entreprise n'est pas tout puissant, il est responsable devant ses actionnaires et même au-delà, devant le marché, puisque le personnage le plus important de l'entreprise : "c'est le client". Les intérêts du patron et des salariés sont donc forcément liés contrairement à ce que Marx pouvait affirmer. Ce dernier aurait en effet inventé, selon F. Michelin, le mot "capitalisme" (*id.*, p.187), et "ne concevait les rapports entre le capital et le travail que sous la forme d'une lutte à mort qu'il a baptisée 'lutte des classes'".

En affirmant que la consommation est le moteur de la prospérité, F. Michelin revient en fait à la loi de Say et surtout l'idée que les intérêts des salariés et des dirigeants d'entreprise sont forcément convergents, puisque ce sont les salariés qui, en dépensant leurs salaires, créent les marchés solvables des entreprises. H. Ford l'avait bien compris, affirme F. Michelin, en "augmentant substantiellement la paye des ouvriers – sans pénaliser exagérément ses clients – pour permettre à nombre d'entre eux d'acquérir une voiture" (*id.*, p.81).

F. Michelin ne parle pas – bien évidemment – des problèmes de recrutement auxquels avait été confronté H. Ford qui ne parvenait plus à trouver des individus en nombre suffisant disposés à accepter le calvaire de la chaîne de montage. Par la suite, Ford a profité des commandes publiques pour satisfaire à l'effort de guerre, puis du *New Deal*... Bien qu'ayant prouvé son manque de fondement, la loi de Say, note J. Galbraith (*L'argent*, coll. "Idées", Gallimard, 1976, p.344), a eu la vie dure, jusqu'à la fin des années

1930, dans les grandes universités américaines, il fallait absolument la vérifier dans sa thèse de doctorat en économie si l'on voulait être reçu. Sommes-nous revenus à ces combats des années 1930 ?

J. Calvet mêle à son analyse économique critique de l'État, un point de vue plus politique-vulgaire en insistant que l'anonymat de l'organisation bureaucratique qui broie les individus, à grand renfort de citation, "l'État, le plus froid des monstres froids", empruntée à Nietzsche (Calvet, 1998, p.13). J. Calvet, comme le rappelle la quatrième de couverture, a pourtant bien fait toute une partie de sa carrière dans l'administration française. A ce titre, il n'est pas avare d'anecdotes tirées de cette période de son existence. Mais, sans doute parle-t-il en connaissance de cause du plus froid des monstres froids...

En revanche, les souvenirs de sa carrière d'entrepreneur-gestionnaire à la tête du groupe PSA sont beaucoup moins fréquents, hormis quelques rapides commentaires sur la politique sociale du groupe et sur une mésaventure qui lui serait arrivée alors qu'il se présentait comme un simple client chez un concessionnaire du groupe, lequel ne l'aurait pas reconnu et n'aurait pas écourté une conversation intime au téléphone...

Pour F. Michelin, l'État est aussi un monstre, réincarné dans la personne de K. Marx. Il voit des marxistes partout : Louis XIV, Colbert et Hitler étaient des "marxistes". Il n'oublie pas les guillemets. Laissons de côté Louis XIV et son ministre qui ont sans conteste contribué à l'expansion du capitalisme d'État en France, pour nous intéresser à Hitler à propos duquel l'économiste anglaise J. Robinson avait écrit qu'il avait augmenté les dépenses publiques avant que Keynes ne propose ce remède révolutionnaire pour combattre la crise du capitalisme (*Contributions à l'économie politique*, Economica, 1985). Mais, comme l'écrit A. Nicolai (*Comportement économique et structures sociales*, PUF, 1960, réédition L'Harmattan, 1999), le capitalisme se marie fort bien avec différents régimes politiques, y compris les régimes dictatoriaux...

Dès qu'il est question d'intervention étatique, F. Michelin n'a qu'un mot à la bouche : "marxiste". Cet adjectif semble être la pire des insultes à ses yeux. Toutefois, s'il est conscient du fait que les salariés sont aussi des consommateurs, il garde bien à l'esprit l'idée que le salaire est une charge pour l'entreprise, car il n'en déduit pas pour autant – à l'image de H. Ford – qu'une augmentation des salaires s'impose. NON. Il n'aborde pas la question. Pour accroître le pouvoir d'achat des salariés, il faut réduire la pression fiscale. Pourtant, pourrait-on objecter, une partie de la demande solvable dont se nourrissent les entreprises privées provient bien des revenus de transfert, allocation chômage, retraite, RMI, etc. De son côté, J. Calvet critique la gabegie des municipalités en dénonçant le suréquipement en stades et autres gymnases en oubliant que leur construction n'est pas confiée à des entreprises publiques !

La demande, rien que la demande (solvable), voici le moteur de la prospérité. Tel est le *leitmotiv* de nos auteurs qui tels les médecins de Molière sont persuadés d'avoir trouvé le remède absolu, et le répète sans doute plus pour s'en convaincre que pour convaincre le malade agonisant. Il faut, renchérit F. Michelin, se garder de toute idée reçue et ne pas être "atteint" par la philosophie marxiste. "Relisez les poèmes sataniques de Marx, conseille-t-il, vous comprendrez comme cette philosophie est malsaine" (*id.*, p.163). Nietzsche, Marx, il n'y a pas de doute, nous devons réviser nos classiques...

Sophie BOUTILLIER et Dimitri UZUNIDIS
avec la participation de
Blandine LAPERCHE et Jérôme ZIEL

***La légende de l'entrepreneur
Le capital social, ou comment vient
l'esprit d'entreprise***

Alternatives Économiques/Syros, 1999, 152 pages.

Le mythe du petit entrepreneur devenu patron de multinationale est vieux comme le capitalisme. En son nom, patronat et gouvernements (mais, souvent aussi, de nombreuses associations : junior entreprises, club d'investisseurs, boutiques de gestion, banque de pauvres...) ont fait de la création d'entreprise et de la défense de la petite entreprise la planche de salut pour sortir du chômage et stimuler la croissance : de la prime Barre à la fin des années soixante-dix à la loi Madelin des années quatre-vingt-dix, chômeurs et fonctionnaires, soupçonnés de vivre aux crochets de la société, sont ainsi priés de faire preuve d'initiative et de créer leur entreprise. Malheureusement, il y a loin du mythe à la réalité de l'économie de marché.

Ce livre remet les pendules à l'heure en traçant la véridique histoire de l'entrepreneur (depuis que le terme existe), en montrant comment le mythe s'est construit, dans la théorie économique aussi bien que dans le discours social, et en démontrant, enquête à l'appui, comment la réussite entrepreneuriale est toujours une œuvre collective : pas de réussite sans un capital social dont hérite l'heureux élu et qu'il fait fructifier avec l'aide de l'État, de sa famille, de ses amis, etc.

Un livre qui s'adresse aux conseillers et aux candidats à l'aventure entrepreneuriale, mais aussi aux universitaires.

Les Rendez-Vous de R.I.I.

Les Ateliers d'Innovations

31 mai 1999 : Science, technologie et marché

Dominique FORAY, IMRI-CNRS, Université Paris IX Dauphine

On assiste aujourd'hui à un renforcement assez général de la dépendance des activités de recherche scientifique et technologique envers le marché. Il est donc important de comprendre les enjeux, les dangers, mais aussi les espoirs liés à cette évolution.

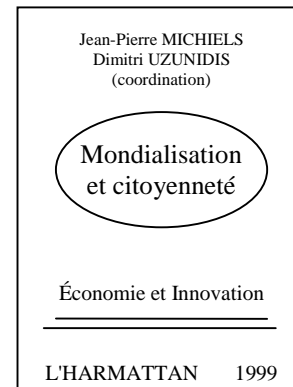
Programme des Ateliers pour 1999-2000 : "Économie administrée vs. économie concurrentielle ?"

Après de décennies de dérèglementations et de privatisations, que reste-t-il de l'intervention économique des États ? Ces derniers jouent-ils encore un rôle important dans la dynamique du capitalisme ?

Il convient aujourd'hui, alors que s'achève la période de transition d'une économie sous tutelle au libre jeu des mécanismes du marché, de s'interroger sur la manière dont cette transition s'est réalisée et sur

les instruments d'interventionnisme économique que l'État a conservés.

Le débat porte sur le passage de la tutelle de l'État à mécanismes concurrentiels, sur l'impact des choix publics dans le progrès scientifique et technique, sur le fonctionnement actuel de l'économie administrée,... avec notamment Ph. Mustar, J.L. Gaffard, R. Herrera et J. Fontanel.



re minute ... dernière minute ... dernière minute ... der

Transformations de l'entreprise, Actualité du débat

Sophie Boutillier et Dimitri Uzunidis participeront à l'émission "STACCATO", sur France Culture, le 10 mai 1999 (de 18h00 à 19h45).

Cette émission sera l'occasion de débattre des transformations actuelles de l'entreprise, notamment à partir de leur ouvrage La légende de l'entrepreneur, Le capital social ou comment vient l'esprit d'entreprise, publié aux éditions Syros en 1999.

Débat "Croissance, Crise, Cycles économiques" (septembre 1999)

Dans le cadre de l'Université d'été organisée conjointement par la Fondation Jacquemotte (Bruxelles) et plusieurs institutions universitaires de Belgique, le Laboratoire RII prendra part à une réflexion critique sur l'actualité de la théorie schumpétérienne (cycles, croissance, etc.) et son utilisation par le biais des politiques économiques en faveur de la "renaissance de l'entrepreneuriat".

Pour plus d'informations, Dimitri Uzunidis, Lab.RII (téléphone : 03.28.23.71.35, email : uzunidis@univ-littoral.fr).

appel à communications

Colloque International Joan Robinson

Ce colloque vise à dresser un panorama des apports de Joan Robinson et à comprendre son influence sur la recherche théorique et sur la compréhension des problèmes contemporains.

Axes thématiques proposés :

- J. Robinson et Keynes ;
- J. Robinson et Marx ;
- J. Robinson et l'État ;
- Restructurations industrielles, formation et qualification du travail ;
- Blocages et perspectives de croissance ;
- Actualité et influence de l'œuvre de J. Robinson.

Les demandes d'information et les propositions de communication sont à envoyer à :

Colloque J. Robinson
Laboratoire RII – ULCO
21, quai de la Citadelle
59140 Dunkerque (France)
email : labrii@univ-littoral.fr
fax : +33 3.28.23.71.10

Le colloque se tiendra en mars 2000. Les propositions de communication doivent parvenir à l'adresse ci-dessus avant le 31 décembre 1999.

